

La bataille de l'égalité

PAR [EDWY PLENEL](#)

La révolte des « gilets jaunes » vise l'injustice fiscale et l'arbitraire étatique. Son moteur est le cœur des combats émancipateurs : l'exigence d'égalité. De son ouverture aux causes communes d'une égalité pour toutes et tous dépendra son avenir politique.

La révolte des « gilets jaunes » est un événement pur : inédit, inventif et incontrôlable. Comme tout surgissement spontané du peuple, elle déborde les organisations installées, bouscule les commentateurs professionnels, affole les gouvernants en place. Comme toute lutte sociale collective, elle s'invente au jour le jour, dans une création politique sans agenda préétabli, où l'auto-organisation est le seul maître du jeu. Comme toute mobilisation populaire, elle brasse la France telle qu'elle est, dans sa diversité et sa pluralité, avec ses misères et ses grandeurs, ses solidarités et ses préjugés, ses espoirs et ses aigreurs.

Devant l'inconnu, la première responsabilité du journalisme est, avant de juger, de donner à entendre pour chercher à comprendre. C'est ce que Mediapart s'est efforcé de faire depuis le début en prenant le temps d'aller y voir, au plus près du terrain, rencontrant une diversité de motivations, de générations et de milieux, montrant l'implication inédite des retraités et la forte présence des femmes (*lire notamment les reportages de [Mathilde Goanec](#) et [François Bonnet](#)*). En ne se limitant pas à la chronique fait-diversière des incidents racistes, anti-migrants ou anti-journalistes, qui ont parfois émaillé et discrédité la mobilisation, nos reportages ont ainsi mis en évidence l'authentique conscience politique qui traverse cette révolte spontanée : d'une part, la perception aiguë de l'injustice sociale ; d'autre part, l'exigence forte d'une démocratie radicale.

La question fiscale a servi de révélateur social. Tout un peuple a compris que le pouvoir sorti des urnes en 2017 assume sans vergogne une politique au bénéfice d'intérêts économiques socialement minoritaires. Emmanuel Macron a sciemment appauvri l'État au bénéfice des ultra-riches, tout en faisant peser sur les revenus du plus grand nombre les conséquences d'une politique de classe qui ruine triplement les solidarités : en affaiblissant les services publics de tous, en allégeant les impôts d'une minorité et en augmentant ceux de tous les autres. Largement documentée sur Mediapart (*lire notamment les articles de [Romaric Godin](#)*), la froideur des chiffres s'est soudain muée en chaleur des indignations.

Le 2 août dernier, avant même que survienne la révolte des « gilets jaunes » contre la taxe carbone, le ministère des comptes publics publiait la situation du budget de l'État à fin juin 2018, soit à la moitié de l'année. Comme l'a d'emblée souligné *Alternatives économiques*, il en ressortait déjà qu'à périmètre constant, les recettes fiscales avaient reculé de 2,4 % par rapport au premier trimestre 2017, baisse qui, en volume, est en réalité de 4,5 %, si l'on tient compte de l'inflation, soit un trou énorme de 14 milliards d'euros sur l'année. Or ce recul est dû, et seulement dû, à l'injustice fiscale de la politique gouvernementale : tandis que les taxes qui pèsent sur le plus grand nombre ont continué d'augmenter, la chute des recettes fiscales vient des cadeaux faits aux entreprises et aux fortunés. À périmètre constant, entre le premier semestre 2017 et le premier semestre 2018, leur recul est de 10,5 % pour l'impôt sur les

sociétés et de carrément 39 % pour l'impôt de solidarité sur la fortune, supprimé pour un impôt sur la fortune immobilière, les droits de succession et l'imposition du capital !

Les « gilets jaunes » ne se révoltent pas contre l'impôt mais contre son injuste répartition. La meilleure preuve en est qu'ils demandent des services publics dotés et accessibles, défendent à leur tour ce qui fait tenir ensemble une société – des écoles, des hôpitaux, des commissariats, des transports, etc. Comme tout un chacun, ils savent que ces services publics sont financés par l'impôt, cette « *contribution commune indispensable* » dont la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 rappelait déjà, en son article 13, qu'« *elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés* ». Ce qui n'est plus supportable, c'est qu'elle soit, tout au contraire, inégalement répartie. Ce qui n'est pas admissible, c'est que le peuple acquitte de plus en plus d'impôts, alors même que l'État réduit les services qu'il lui rend, à cause de l'ampleur considérable des cadeaux fiscaux consentis aux entreprises et aux très riches.

L'autre lucidité politique portée par cette révolte concerne le déni de démocratie. L'usage égalitaire des réseaux sociaux, le refus des récupérations partisans, la volonté de filmer les rencontres avec les autorités, l'élaboration collective de cahiers de doléances, l'invention spontanée de nouveaux modes d'action, etc. : autant de symboles d'une exigence démocratique nouvelle, quelles que soient les tensions ou les contradictions qui la traversent. Soudain, le peuple s'empare de la question institutionnelle qui, dès lors, prend vie et corps au-delà des programmes politiques et des colloques savants. Par l'évocation de référendums, l'exigence de concertation, la demande de délibération, les « gilets jaunes » disent que la démocratie ne se réduit pas au droit de vote. Et qu'une démocratie où le peuple souverain perd tout pouvoir une fois qu'il a voté, congédié du débat politique et invité à faire silence, n'en est plus une.

Cette exigence radicalement démocratique affronte de plein fouet l'aveuglement monarchique de la présidence Macron. Après s'être faite sur la promesse d'une « *révolution démocratique profonde* » (*sic*), l'improbable élection d'un outsider de la politique professionnelle s'est traduite par une accentuation des pires travers de cette dernière sous la V^e République : pouvoir d'un seul se comportant en propriétaire de la volonté de tous ; personnalisation autoritaire de la décision politique autour du « moi » présidentiel ; majorité soumise aux désirs, erreurs et errements du monarque élu, jusqu'à tolérer l'affaire Benalla ; clientèle d'intérêts privés largement récompensée par une présidence absolutiste qui s'en fait la fondée de pouvoir au détriment de l'intérêt commun.

Emmanuel Macron n'est évidemment pas le premier président à illustrer cette régression démocratique. Mais deux caractéristiques de sa présidence aggravent son cas, au point de nourrir un rejet passionnel et virulent qui évoque, alors qu'il est encore au début de son quinquennat, la toute fin de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981). Ce sont d'abord les circonstances de son élection face à l'extrême droite : au lieu de prendre en compte le sens de ce vote (nous le lui avons rappelé avant son élection), qui n'était pas d'adhésion massive mais d'obligation contrainte, au lieu de tenir compte de sa diversité et de ses contrastes par une pratique participative et délibérative du pouvoir, il s'est comporté comme si son socle de 18 % des électeurs inscrits du premier tour lui donnait un chèque en blanc pour agir, fût-ce au détriment des 82 % restants (nous le lui avons de nouveau rappelé un an plus tard).

À cette inconscience irresponsable, tant pour l'avenir elle fait, de nouveau, le jeu de l'extrême droite, s'est ajouté un exercice personnel du pouvoir tissé de morgue et de mépris. S'il va volontiers au contact, ce président-là ne peut s'empêcher d'y faire la leçon. Il prétend savoir par avance, et mieux que les premiers concernés, ce qui est bon pour le peuple, qu'il évoque souvent comme s'il lui était extérieur, sinon étranger – ah, ces « *Gaulois réfractaires* » ! Cumulant mépris de classe – les plus riches – et de caste – les plus diplômés –, il incarne, par son comportement dans l'exercice du pouvoir, une politique de l'inégalité où il y a des supérieurs et des inférieurs, des esprits forts et des volontés faibles, des inclus et des exclus, des vernis et des malchanceux. L'idéologie de la réussite individuelle, au détriment des solidarités collectives, épouse l'hybris d'une aventure personnelle, cette démesure qui ne s'autorise que d'elle-même.

Du terrain fiscal – la question sociale – au débat politique – la question démocratique –, le mouvement des « gilets jaunes » renouvelle l'exigence d'égalité qui a toujours été le ressort des combats émancipateurs. Le 10 décembre prochain, on fêtera l'adoption à Paris, il y a 70 ans, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont l'affirmation préalable que « *tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits* » se traduit en exigences démocratiques et sociales déclinées en 30 articles. Ce droit d'avoir des droits, de les défendre, de les revendiquer et de les inventer, ouvre en grand les possibles politiques, déplaçant des montagnes de conservatisme, bousculant des siècles de préjugés, renversant des dominations qui se croyaient inébranlables. Car c'est un énoncé sans frontières qui se dresse face à tous les tenants des inégalités naturelles : sans distinction d'origine, de condition, d'apparence, de croyance, de sexe ou de genre, nous sommes égaux en droits et en dignité.

Selon sa traduction politique, ce « n'importe qui » démocratique est au cœur de l'avenir du mouvement des « gilets jaunes ». La sympathie active que lui déclarent droites et extrêmes droites entend l'entraîner vers une égalité trahie, celle où ne sont concédés des droits qu'à celles et ceux qui nous ressemblent, dans l'entre-soi des identités closes et fermées, repliées sur elles-mêmes, excluant les autres dans la diversité des préjugés – xénophobes, racistes, sexistes, homophobes, etc.

À l'inverse, les convergences revendiquées par les mouvements sociaux dans leur pluralité plaident pour un surgissement des causes communes de l'égalité : salariés en lutte, comme le sont ces temps-ci les infirmières et les travailleurs des raffineries ; étudiants et lycéens contre l'augmentation des frais universitaires ; femmes de #NousToutes contre les violences sexistes et sexuelles ; populations discriminées en raison de leur origine, de leur apparence ou de leur croyance, à l'instar du mouvement #RosaParks ; gays et lesbiennes pour l'ouverture de la PMA à tous ; solidaires et hospitaliers en défense de l'accueil des migrants, etc.

L'avenir n'est pas écrit, tant ici l'événement est maître, sans avant-garde autoproclamée ni appareil dominant. Mais, plutôt que de tenir à distance cet inédit qui les déborde et les dépasse, tous les tenants d'une République démocratique et sociale devraient mener cette bataille de l'égalité auprès des « gilets jaunes » et avec eux. S'abstenir, rester spectateur ou dubitatif, en retrait ou en réserve, ouvrirait encore plus la voie aux forces de l'ombre qui, aujourd'hui, en France et en Europe, comme à l'échelle du monde entier, entendent remplacer l'égalité par l'identité, le droit de tous par le privilège de certains.